

Protokoll der Sitzung des Bundesrates vom 18. Mai 1889

2059. Wohlgemuth Angelegenheit

Departement des Auswärtigen. Antrag vom 17. Mai 1889

Am 13. laufenden Monats hat der deutsche Gesante, Herr von Bülow, dem Vorsteher des Departements des Auswärtigen, Herrn Bundesrat Droz, eine Depesche¹ vorgelesen, welche er vom Fürsten Bismark in der *Angelegenheit Wohlgemuth* erhalten hat.

Da Herr Bülow ermächtigt war, eine Abschrift derselben zu überlassen, hat Herr Droz ausdrücklich darum ersucht, und es hat das Departement diese Abschrift nebst dem Entwurf² der von Herrn Droz zu erteilenden Antwort zur Einsichtnahme auf dem Kanzleitisch aufgelegt.

1. *Als Annex abgedruckt.*

2. *Nicht abgedruckt.*



Am vorgelegten Entwurfe werden im Verlauf der Diskussion einige Änderungen angebracht und lautet die zu erteilende Antwort nunmehr folgendermassen:

«S.E. M. de Bülow a bien voulu laisser copie au soussigné de la dépêche de S.A. le Prince de Bismark, du 10 mai, relative à l'affaire de l'inspecteur de police Wohlgemuth. Le soussigné n'a pas manqué de la soumettre au Conseil fédéral, qui a examiné avec le plus grand soin les points qu'elle aborde, et il a l'honneur de porter aujourd'hui à la connaissance de M. de Bülow le résultat de cet examen.

En raison des excellents rapports que les deux Gouvernements entretiennent, la nécessité où le Conseil fédéral s'est vu de prendre son arrêté du 30 avril³ à l'égard de M. Wohlgemuth lui a été particulièrement désagréable. Mais l'examen des pièces du dossier ne lui permettait pas d'admettre l'innocuité des agissements de M. Wohlgemuth sur notre territoire. Aujourd'hui encore, le Conseil fédéral continue à envisager que ces agissements étaient de nature à compromettre la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse, et il avait espéré que le Gouvernement impérial arriverait à la même conclusion.

Quant aux circonstances dans lesquelles l'arrestation a eu lieu, les dernières communications que le soussigné a eu l'honneur de faire à ce sujet à S.E. M. de Bülow se sont croisées avec la dépêche de S.A. le Prince Chancelier. En se référant au rapport de la police argovienne du 9 mai⁴ dont la copie est aux mains du Gouvernement impérial, le Conseil fédéral peut se borner à constater qu'au moment de l'arrestation, la police argovienne avait déjà en mains les quatre premières lettres de M. Wohlgemuth à son agent Lutz, et que les deux autres ont été trouvées sur ce dernier, lors de son interrogatoire à la préfecture de Rheinfelden. L'assertion contenue dans la dépêche, que ces différentes lettres auraient été seulement produites à la suite d'une perquisition domiciliaire, repose ainsi sur des informations erronées, dépourvues de tout caractère officiel. Il résulte de ces lettres que les faits pour lesquels M. Wohlgemuth a été expulsé avaient déjà été commis bien avant son arrestation. D'après les enquêtes minutieuses qui ont eu lieu et qui sont corroborées par divers témoignages concordants, la conduite de la police argovienne a été correcte et conforme à nos lois, en particulier cette police n'a nullement aidé à tendre un piège à M. Wohlgemuth. On ne peut lui reprocher que la lenteur de la procédure suivie avant l'envoi du dossier à Berne, lenteur qui n'avait d'ailleurs rien d'intentionnel.

Le Conseil fédéral a remarqué avec plaisir que la dépêche ne parlait pas des prétendus mauvais traitements dont M. Wohlgemuth s'est plaint dans sa déposition à Berlin. Il ne s'y arrêtera donc pas non plus, n'hésite du reste pas à déclarer que si, ce qui est peu probable, des ressortissants suisses venaient à se trouver en Allemagne dans le même cas que M. Wohlgemuth en Suisse, il envisagerait comme entièrement justifiées les mesures semblables qui seraient prises contre eux par les autorités allemandes.

En ce qui concerne la présence des socialistes allemands sur notre territoire, il est à remarquer qu'ils n'y sont pas, comme la dépêche l'admet, à titre de réfugiés politiques auxquels le droit d'asile est accordé, mais bien en vertu de notre traité d'établissement

3. Nr. 394.

4. Nicht abgedruckt.

avec l'Allemagne, du 27 avril 1876.⁵ La Suisse n'a pas le droit de les renvoyer par mesure préventive, mais seulement dans les cas prévus à l'article 7 du dit traité. Dans le but de remplir ses devoirs de bon voisinage envers l'Allemagne non moins que pour sa propre sécurité, la Suisse a fait usage de ce droit en ordonnant de nombreuses expulsions d'anarchistes, de révolutionnaires et d'agents provocateurs. Elle a expulsé aussi l'année dernière les rédacteurs du «Sozialdemokrat»⁶ à cause de leurs provocations incessantes contre l'Empire, son Souverain et son Gouvernement, ce qui a engagé les chefs de cette officine à en transporter le siège à Londres, où leurs publications n'ont du reste pas revêtu un caractère moins agressif.

Si, malgré ces mesures, des manifestations de même nature se produisent encore çà et là sur notre territoire, il faut l'attribuer à deux causes principales. D'une part, le courant de l'immigration allemande, qui se renouvelle sans cesse, amène chez nous des éléments qu'il nous serait plus agréable de n'être pas obligés de recevoir. D'autre part, ainsi que des constatations officielles réitérées l'ont prouvé, l'agitation qui règne encore dans ces milieux est en grande partie entretenue par des agents de police étrangère peu scrupuleux, qui ne se contentent pas de prendre et de fournir des informations, mais qui organisent le désordre là où il n'existe pas. S'il était possible d'obvier à ces causes de dangers et de dommages pour la tranquillité des deux pays, le Conseil fédéral le verrait avec la plus grande satisfaction.

Le Conseil fédéral n'a évidemment pas à intervenir dans le choix des moyens par lesquels le Gouvernement impérial est renseigné sur les menées qui peuvent être dirigées du dehors contre la tranquillité de l'Allemagne. Il se borne à constater que la simple recherche d'informations sur notre territoire n'a jamais été l'objet de mesures répressives, et à déclarer que ses efforts tendront toujours à assurer aux ressortissants allemands toute la protection à laquelle ils ont droit, en tant qu'ils ne se livrent chez nous à aucune action contraire aux lois ou de nature à compromettre la sécurité de la Confédération et ses bons rapports avec l'étranger.

En s'en tenant à ces principes, on évitera certainement le retour d'incidents comme celui qui nous occupe. Par contre, des mesures gênant la circulation à la frontière n'atteindraient pas le but qu'on se propose; outre que ces mesures prendraient envers la Suisse un caractère que les circonstances ne justifient pas, outre qu'elles causeraient un tort grave et immérité aux populations amies des deux pays, ainsi que S.A. le Prince de Bismark veut bien le reconnaître lui même, elles éloigneraient plutôt de la solution amiable qui doit être de concilier et de sauvegarder autant que possible les intérêts légitimes des deux pays dans une matière aussi importante que délicate.

Le soussigné prie S.E. M. de Bülow de vouloir bien porter ce qui précède à la connaissance de S.A. le Prince-Chancelier, et saisit etc.»

5. AS 1876–1877, 2, S. 567–575.

6. *Vgl. Nr. 369.*

ANNEX

E 2/78

*Der deutsche Reichskanzler, O. von Bismarck,
an den deutschen Gesandten in Bern, O. von Bülow,
zuhanden des Vorstehers des Departements des Auswärtigen, N. Droz*

Abschrift

N

Berlin, 10. Mai 1889

In der Angelegenheit des Polizei-Inspektors Wohlgemuth habe ich von den eingereichten, Ew. Ex. von Herrn Droz übergebenen Akten Kenntniss genommen. Indem ich dieselben behufs Rückgabe beifüge, lasse ich Ihnen gleichzeitig ein Exemplar des Reichsanzeigers vom 7. d. M. zugehen, in welchem das mit Wohlgemuth aufgenommene Vernehmungsprotokoll⁷ abgedruckt ist.

Ew. Ex. ersuche ich, dieses Exemplar dem dortigen Herrn Departementschef der auswärtigen Angelegenheiten unter dem Ausdruck unseres Bedauerns über das, wie ich glaube, ungerechtfertigte und feindliche Verfahren der Aargauer Beamten zu übergeben und dabei darauf hinzuweisen, dass Wohlgemuth's Aussagen die gegen ihn in der Schweiz erhobenen Anschuldigungen widerlegen. Insbesondere wollen Sie Herrn Droz darauf aufmerksam machen, dass die Landjäger in Rheinfelden nicht ohne *vorgängige* Ermächtigung der dortigen Behörde zu der Verhaftung des Kaiserlichen Beamten schreiten und ihn vor seiner Ankunft behufs Verhaftung erwarten konnten. Die Betheiligung der Aargauer Beamten an der dem deutschen Polizei-Inspektor gestellten Falle steht danach für uns ausser Zweifel. Der deutsche Polizeibeamte ist in den wenigen Minuten, welche zwischen seiner Ankunft und seiner Verhaftung lagen, gar nicht im Stande gewesen, eine nach Schweizer Gesetz verbotene, seine Einsperrung rechtfertigende Handlung zu begehen, und die Briefe, die er an Lutz geschrieben hatte, können dazu nicht den Anlass geboten haben, da sie erst nach der Verhaftung bei einer Haussuchung laut amtlicher Angabe gefunden worden sind. Diese Briefe enthalten auch nichts Strafbares, sie bekunden nur Verlangen nach Information, und der von Wohlgemuth gebrauchte Ausdruck «wühlen» hat an sich überhaupt keine, am allerwenigsten eine strafbare Bedeutung.

Wir sind indessen weit entfernt, das Recht der Schweiz, jeden Ausländer auszuweisen, in Zweifel zu ziehen; nur wollen Ew. Ex. bemerklich machen, dass das gleiche Recht auch uns, Schweizern gegenüber, zusteht, und dass wir berechtigt sind, uns in der Ausübung desselben nach dem Beispiel der Schweizer Behörden zu richten. Unsere Behörden werden dabei nicht meine Zustimmung haben, wenn sie damit eine zehntägige Einsperrung eines in Deutschland reisenden Schweizer Beamten in hartem Gefängniss verbinden sollten; aber auch hierzu haben uns die Aargauer Behörden das Beispiel gegeben.

Die Schweiz ist seit Jahrzehnten der Sammelpunkt der revolutionären und anarchistischen Verschwörer gegen unseren inneren Frieden, welche aus diesem sicheren Hinterhalt durch persönliche Agitation und durch massenhafte Verbreitung aufregender Druckschriften nach Deutschland bei uns die Elemente bearbeiten, welche zur Schädigung unserer gesellschaftlichen und staatlichen Ordnung geneigt und bereit sind. Herr Droz wird nicht in Abrede stellen, dass durch diese Umtriebe die innere Sicherheit und Ruhe des deutschen Reichs geschädigt wird. Es liegt in ihnen mehr als eine Belästigung; es liegt darin eine Bedrohung unseres innern Friedens. Dennoch haben wir, wie uns Herr Droz bezeugen wird, bisher das von der Schweiz in dieser Ausdehnung beanspruchte Asylrecht durch keine diplomatische Reklamation angefochten. Wir haben uns auf unsere eigene Abwehr der daraus für uns entstehenden Gefahren und Belästigungen beschränkt. Zu dieser Abwehr gehört aber unsere *Information* über die Pläne und die Stärke unserer von der Schweiz gehegten Feinde. Auch in England werden Verschwörer gegen andere Länder geduldet; aber wenn Organe der bedrohten Regierungen sich dort über die gegen ihr Vaterland geschmiedeten Pläne unterrichten wollen, so haben sie nicht zu befürchten, dass englische Lokalbeamte unter Duldung

7. Nicht abgedruckt.

25. MAI 1889

891

der Regierung sie hemmen, bekämpfen und in Hinterhalte locken und einsperren. Wenn die Schweizer Behörden uns für die Nothwehr, welche in der polizeilichen Beobachtung unserer dort geschützten Gegner liegt, nicht mindestens ebenso freie Bewegung gestatten wollen, wie den Verschwörern gegen unsern innern Frieden thatsächlich dort gewährt wird, so müssen wir im Interesse der Sicherheit von Recht und Ordnung im Reiche diejenigen Massregeln treffen, welche wir auf eigenem Gebiet und ohne auf freundnachbarliche Unterstützung zu rechnen, ergreifen können. Wir werden dann zu unserm lebhaften Bedauern genöthigt sein, den Verkehr aus der Schweiz nach Deutschland in Person und Sachen genauer als bisher zu controlliren, um die agitatorische Einwirkung von Schriften und Personen, welche von der Schweiz her auf uns geübt wird, wenigstens nach Massgabe der verfügbaren Mittel zu beschränken, wenn wir uns auch bescheiden, dass wir diesen Übelstand nicht vollkommen zu beseitigen vermögen. Unsere Pflicht gegen das eigene Land ist aber zu thun, was wir können, wenn uns die Information über das Verhalten der deutsch-feindlichen Elemente in der Schweiz fehlt; weil der Versuch, sie zu erhalten, uns von den Schweizer Behörden versagt wird, so werden unsere Schutzmassregeln um so allgemeiner sein müssen, weil wir kein Mittel haben, verdächtige Personen und Sendungen von unverdächtigen zu unterscheiden.

Die Kaiserliche Regierung wird ungerne zu Massregeln schreiten, von denen sie voraussieht, dass sie auf den Verkehr und die Stimmung beider seit lange befreundeten Länder nachtheilig zurückwirken werden. Aber sie hat Pflichten gegen das Land und wenn ihr der bescheidene Anspruch versagt wird, sich mit der Person und dem Treiben der in der Schweiz geduldeten Verschwörer gegen unsere innere Sicherheit bekannt zu machen, wenn der Versuch dazu mit Einsperrung und Ausweisung diesseitiger Beamten bestraft wird, so kann die Verantwortlichkeit für die daraus hervorgehenden Übelstände nicht uns zur Last fallen.

Ew. Ex. wollen Herrn Droz diesen Erlass vorlesen und wenn es gewünscht wird, Abschrift davon lassen.